

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 948^e
SÉANCE**

Vendredi 6 décembre 1963,
à 11 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 34 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Affectation à des besoins pacifiques des res-</i> <i>sources libérées par le désarmement: rap-</i> <i>port du Secrétaire général</i>	443
<i>Point 12 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport du Conseil économique et social</i> <i>(suite).</i>	446

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 34 DE L'ORDRE DU JOUR

Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement: rapport du Secrétaire général (E/3736 et Add.1 à 9; A/5503, chap. I; A/5537, A/5538, A/C.2/L.767/Rev.1, A/C.2/L.770)

1. M. KANO (Nigéria), présentant le projet de résolution révisé de sa délégation (A/C.2/L.767/Rev.1), fait observer que le paragraphe 2 du dispositif a été sensiblement modifié par rapport au texte original. Depuis plusieurs années, la question de l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement mobilise l'attention de la Deuxième Commission et d'autres organes des Nations Unies. Dans sa résolution 1516 (XV), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'étudier les conséquences économiques et sociales du désarmement sur le plan national et de présenter un rapport préliminaire au Conseil économique et social à sa trente-troisième session. Un groupe consultatif d'experts a été désigné par la suite pour aider le Secrétaire général dans cette tâche. L'étude du groupe consultatif (E/3593/Rev.1) révèle qu'environ 120 milliards de dollars sont dépensés annuellement à des fins militaires; le groupe consultatif en a conclu que la réalisation du désarmement général et complet serait un bienfait sans pareil pour toute l'humanité.

2. La signature en 1963 du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau est un événement encourageant. Les Nations Unies peuvent créer les rouages nécessaires pour faciliter le désarmement tout en intensifiant l'étude des problèmes liés à l'affectation à des fins pacifiques des ressources libérées à la suite de la signature de ce traité. La délégation de la Nigéria estime qu'il faut créer un mécanisme chargé d'étudier certains aspects de la reconversion, tels que les modifications de structure, l'utilisation de la main-d'œuvre, les exportations et la balance des paiements, avant que les effets du Traité ne se fassent sentir dans les pays industriels et les pays en voie de développement. A cet égard, M. Kano rappelle qu'on a souligné à la trente-sixième session du Conseil économique et social que

le désarmement n'engendrerait pas de problèmes de reconversion difficiles ou insolubles. Les Nations Unies entrent dans la quatrième année de la Décennie pour le développement. Si l'on veut atteindre les modestes objectifs de la Décennie, il convient de désigner un groupe d'experts qui examinera l'ensemble des aspects économiques et sociaux de la reconversion et qui fera des recommandations à ce sujet.

3. La délégation de la Nigéria a voulu faire preuve de souplesse et s'est efforcée de tenir compte, dans son projet révisé, des points de vue exprimés par diverses délégations au cours de consultations officielles. Le paragraphe 2 du dispositif prévoit une représentation géographique équitable; en effet, si les puissances nucléaires sont bien entendu directement en cause, le désarmement est d'une importance vitale pour tous les Etats Membres.

4. Le projet de résolution a pour seul but de maintenir constamment le problème à l'étude à l'Organisation des Nations Unies.

5. M. BINGHAM (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est heureuse de déposer un projet de résolution de concert avec la délégation soviétique (A/C.2/L.770).

6. Les Etats-Unis souscrivent au principe du désarmement général et complet sous contrôle international efficace et visent inlassablement cet objectif. Dans sa déclaration à l'American University, le 10 juin 1963, feu le président Kennedy a indiqué que la lutte contre la course aux armements représentait un gros enjeu pour l'Union soviétique et les Etats-Unis, et que les sommes énormes consacrées aux armements pourraient être employées plus utilement à combattre l'ignorance, la pauvreté et la maladie. Le désarmement libérerait l'humanité de la menace hideuse de la guerre moderne et créerait des possibilités accrues pour l'amélioration de la situation économique et sociale de tous les peuples. Pour que ces possibilités se matérialisent, les pays qui dépensent des sommes considérables à des fins militaires devront être à même de résoudre les nombreux problèmes que pose le transfert de ces ressources à des secteurs civils constructifs, et il est d'un intérêt vital pour les Nations Unies de faciliter les réadaptations occasionnées par le désarmement.

7. Le projet de résolution est la suite logique des mesures que l'Assemblée générale et le Conseil ont déjà prises pour favoriser d'utiles études sur les conséquences économiques et sociales du désarmement et sur les avantages que présenterait ce dernier pour les programmes économiques et sociaux dans le monde entier. Il représente également une extension logique des mesures prises dans le cadre des Nations Unies afin de promouvoir des plans de développement intégrés d'un caractère national et régional, comme le prévoit la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée.

L'exécution de ces plans pourrait être accélérée lorsque des ressources additionnelles seront libérées à la suite d'un désarmement général et complet sous contrôle international efficace, ainsi que l'envisage le paragraphe 8 de la résolution 1837 (XVII) de l'Assemblée.

8. De l'avis du Gouvernement des Etats-Unis, il faut poursuivre l'enquête sur la possibilité d'effectuer une étude internationale des problèmes que pourrait poser la demande de produits primaires. C'est là un domaine d'intérêt vital pour de nombreux pays en voie de développement. L'enquête devrait établir les besoins nécessaires pour une étude satisfaisante de la question sur le plan international ainsi que la mesure dans laquelle les Etats Membres sont disposés à fournir les indications et les analyses voulues. Sur la base des réponses obtenues, le Secrétaire général pourrait décider si le Secrétariat doit entreprendre l'étude.

9. Aux Etats-Unis, les conséquences économiques du désarmement font l'objet d'un examen approfondi. A ce propos, M. Bingham attire l'attention sur le rapport détaillé que le Gouvernement des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétaire général (E/3736/Add.1, p. 5) en réponse à sa demande de renseignements sur les mesures prises par les Etats Membres pour étudier les conséquences économiques et sociales du désarmement. Depuis le 2 avril 1963, date à laquelle ce rapport a été présenté, de nouvelles dispositions importantes ont été prises pour accroître l'ensemble des renseignements disponibles pour l'analyse des effets économiques du désarmement. Les Etats-Unis sont notamment en train de prendre des mesures pour déterminer de façon plus précise jusqu'à quel point l'effort de défense nationale assure des revenus et des emplois à telle ou telle industrie, à telle ou telle région économique; on met au point une méthode destinée à faire ressortir — avec assez de précision quant aux conséquences particulières pour telle ou telle industrie ou telle ou telle région — l'effet d'une réduction possible des dépenses de défense.

10. L'United States Arms Control and Disarmament Agency entreprendra dans les mois à venir un certain nombre de projets de recherche sur les effets économiques, parmi lesquels figure un projet concernant les débouchés offerts à l'industrie électronique sur le marché civil pour remplacer la production à des fins militaires. Le Congrès s'est de plus en plus intéressé à la reconversion, et l'on a déposé un certain nombre de projets de loi qui traitent notamment de l'utilisation dans le secteur civil des ressources scientifiques et techniques consacrées à la défense. La Sous-Commission de l'emploi et de la main-d'œuvre de la Commission du travail et du bien-être public du Sénat des Etats-Unis procède depuis plusieurs mois à une enquête publique sur les questions relatives à la main-d'œuvre et à l'emploi; une bonne partie des séances consacrées à l'enquête a trait aux problèmes de la main-d'œuvre et de l'emploi dans le secteur de l'économie qui travaille pour la défense, et tout spécialement aux problèmes découlant d'une réduction possible de l'emploi dans ce secteur.

11. Ces travaux effectués aux Etats-Unis vont dans le sens des objectifs des diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale au sujet du désarmement et de ses conséquences économiques et sociales. La délégation des Etats-Unis espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité et que les Etats Membres feront tout leur possible pour en faciliter l'application.

12. La délégation des Etats-Unis ne peut accepter le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution présenté par la Nigéria (A/C.2/L.767/Rev.1), qui tend à créer un nouveau groupe d'experts, car elle est opposée à l'augmentation constante du nombre des nouveaux organes. A cet égard, le rapport du Secrétaire général (A/5638) concernant le point 60 de l'ordre du jour (Examen du plan des conférences) souligne la gravité de la situation; entre 1960 et 1962, il y a eu une augmentation de 50 p. 100 du nombre des réunions consacrées aux questions économiques et sociales et aux droits de l'homme, la cause principale en étant la création d'organes subsidiaires. Dans sa déclaration, le représentant de la Nigéria a laissé entendre que le nouvel organe pourrait aider à réaliser le désarmement général et complet; or, son seul but devrait être d'étudier les processus de reconversion et les conséquences du désarmement. Toutefois, un nouvel organe n'est aucunement nécessaire; les études actuelles sont tout à fait suffisantes pour répondre aux besoins dont il est fait mention dans le projet de résolution.

13. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, après l'adoption de la déclaration historique sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement [résolution 1837 (XVII) de l'Assemblée générale], le traité portant interdiction partielle des essais nucléaires a fourni un nouvel encouragement à ceux qui s'efforcent de résoudre ce problème. La déclaration a montré qu'il est possible de faire face à la reconversion en prenant les mesures voulues et que le désarmement peut être réalisé sans gêner les économies nationales. On a estimé en Union soviétique que dans l'éventualité d'un désarmement général et complet on pourrait disposer, chaque année, pour le développement économique et social, d'une somme qui atteindrait 40 milliards de dollars. On peut imaginer à quel point une pareille somme pourrait compléter l'aide étrangère insuffisante qui est actuellement accordée aux pays en voie de développement.

14. Dans sa résolution 1837 (XVII), l'Assemblée générale invite le Secrétaire général et les institutions spécialisées à jeter les bases d'un programme économique en vue du désarmement, mais le rapport du Secrétaire général (E/3736) montre que les travaux n'en sont encore qu'à leur début. Les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées ont pris l'initiative, mais elles ne paraissent pas recevoir un appui suffisant du Siège. Pourtant, de nombreuses personnalités éminentes, notamment le Président du Ghana, le Directeur général de l'UNESCO et le Directeur général du Fonds spécial, ont récemment souligné les immenses bienfaits économiques qui résulteraient du désarmement. Le représentant de la Nigéria a également insisté sur les avantages économiques du désarmement, et la délégation de l'URSS est disposée à appuyer le projet de résolution nigérien (A/C.2/L.767/Rev.1).

15. Bien des obstacles s'opposent à tout nouveau progrès. De nombreux représentants restent toujours sceptiques et adoptent une attitude passive; ils essaient de minimiser l'importance des conséquences économiques et sociales du désarmement, et leurs arguments servent simplement à renforcer ceux des profiteurs de la course aux armements qu'intéresse uniquement l'augmentation des dépenses militaires.

16. Les mesures prises par l'Assemblée générale à sa dix-septième session ont fourni une base utile

en vue d'un programme économique de désarmement. Depuis lors, des progrès ont été réalisés par les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et le Conseil. Le projet de résolution commun (A/C.2/L.770) représente un nouveau pas en avant. Le rapport qui sera préparé par le Secrétaire général revêtira un intérêt particulier pour les pays en voie de développement, car il tiendra compte de leurs besoins à court et à long terme. Le programme qui sera élaboré devrait inclure les projets nationaux et régionaux et accorder une place spéciale à l'industrie, à l'énergie, aux communications et au commerce. Le Secrétaire général de l'ONU et le secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pourraient également préparer un rapport sur les conséquences du désarmement pour le commerce. Par la suite, on pourrait élaborer un programme d'ensemble à l'échelle mondiale.

17. Ces efforts ne seraient pas perdus; ils témoigneraient de la clairvoyance dont l'ONU ferait preuve en veillant à ce que les avantages du désarmement profitent à tous les peuples du monde. M. Arkadyev espère que le projet de résolution des deux puissances sera adopté à l'unanimité.

18. M. KANO (Nigéria), répondant au représentant des Etats-Unis, fait observer que le groupe d'experts dont la création est recommandée dans le projet de résolution de la délégation nigérienne traiterait d'un sujet si important que les considérations relatives au nombre croissant des réunions perdraient toute signification. Quel autre comité examinerait une question aussi capitale que celle de l'emploi de 120 milliards de dollars au bénéfice de l'humanité? Qui plus est, le paragraphe 2 du dispositif fait preuve de souplesse en ne fixant aucune date limite pour la désignation des experts et en autorisant le Secrétaire général à convoquer ce groupe lorsqu'il le jugera nécessaire. M. Kano est heureux de l'appui apporté à son texte par le représentant de l'URSS.

19. M. CHOCRON (Venezuela) dit que la réalisation du désarmement général et complet entraînera une accélération du développement économique, ce qui est au centre des préoccupations de la Deuxième Commission. Sa délégation est heureuse de constater que les deux projets de résolution dont la Commission est saisie mentionnent la résolution 982 (XXXVI) du Conseil, que l'Assemblée générale devrait approuver. Elle se félicite également de la mention qui est faite, au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution des deux puissances, de la possibilité d'étudier les problèmes qui pourraient se poser à propos des produits primaires. De telles études seront très utiles lorsque le moment viendra de préparer l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement.

20. Il faut espérer que les auteurs des deux textes pourront se mettre d'accord sur un texte unique, car il importe que l'unanimité se fasse sur une question aussi capitale.

21. M. ALI (Pakistan) comprend les motifs qui ont incité la délégation de la Nigéria à présenter le projet de résolution A/C.2/L.767/Rev.1. La décision de créer un nouvel organisme doit être dictée par les besoins, et non par des considérations fondées sur la prolifération des organes des Nations Unies. Le nombre plus élevé de réunions consacrées aux questions économiques et sociales est la conséquence

inévitables de l'accroissement du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies. La délégation pakistanaise formule cependant certaines réserves quant au libellé du paragraphe 2 du dispositif du texte de la Nigéria; il est difficile de voir comment un groupe d'experts peut s'acquitter de la tâche permanente envisagée, étant donné que les groupes de ce genre sont habituellement désignés en vue d'examiner des questions précises; après quoi, ils sont dissous.

22. L'étude intitulée Conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593/Rev.1) montre que les dépenses militaires annuelles se chiffrent actuellement à 120 milliards de dollars, ce qui représente un énorme gaspillage de ressources. L'accroissement annuel de 5 p. 100 du revenu national des pays en voie de développement au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement est un objectif modeste qui n'est pas atteint et ne pourra pas l'être si le courant des capitaux et de l'assistance économique à destination des pays en voie de développement n'augmente pas sensiblement. L'un des moyens d'augmenter ce courant et de transformer radicalement tout le processus du développement économique serait d'y consacrer une partie des dépenses d'armements. Outre qu'elles contribueraient à accélérer la croissance économique dans les régions peu développées, les ressources libérées par le désarmement accroîtraient l'activité et la prospérité économiques dans les pays industriels. La prospérité est indivisible et, au cours de la décennie actuelle, on devrait assister au développement harmonieux de l'économie mondiale dans son ensemble, ce à quoi contribuerait la réalisation du désarmement général et complet. Il faut espérer que la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement prendra des mesures concrètes dans ce sens.

23. M. Ali espère, comme le représentant du Venezuela, qu'un projet de résolution unique pourra être adopté.

24. M. ROUANET (Brésil) dit qu'un climat d'optimisme a dominé les travaux de la session en cours et que le traité portant interdiction partielle des essais nucléaires signé à Moscou en août 1963 a été chaleureusement accueilli. On espérait que l'adoption de mesures économiques d'ordre pratique consacrerait les progrès réalisés. Cependant, malgré l'importance que lui confère sa valeur symbolique, le projet de résolution des deux puissances (A/C.2/L.770) ne marque aucun progrès et, à certains égards, constitue même un pas en arrière par rapport à la résolution 1837 (XVII). Le paragraphe 1 du dispositif tend simplement à approuver une résolution sans conséquence qui a été adoptée par le Conseil. Le paragraphe 2 réitère une invitation déjà formulée par le Conseil, et le paragraphe 3 approuve un programme de travail qui est insuffisant.

25. On pourrait améliorer le texte des deux puissances en y faisant figurer certaines propositions précises, par exemple le principe selon lequel un certain pourcentage des économies réalisées à la suite du désarmement serait alloué à des programmes de développement économique des pays en voie de développement. L'idée figure déjà, en termes très généraux, dans la résolution 724 (VIII) de l'Assemblée générale. Après la signature du traité de Moscou, le moment est peut-être venu de donner à cette idée une forme plus concrète en déterminant à combien devrait effectivement s'élever cette part. Comme l'indique le paragraphe 155 de l'étude du groupe

consultatif d'experts sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593/Rev.1), les ressources financières libérées par le désarmement risquent d'être utilisées à des fins strictement nationales. Les demandes des pays en voie de développement pourraient être oubliées, à moins qu'elles ne soient clairement énoncées avant même qu'on désarme. Certes, cette recommandation ne pourrait prendre effet qu'après la réalisation de quelque progrès en matière de désarmement, mais, en l'approuvant par avance, les Nations Unies tracerait la voie à suivre et poserait comme principe moralement obligatoire qu'une certaine partie des fonds qui viendraient à être libérés à la suite du désarmement devrait être placée à la disposition des pays en voie de développement. La réponse de l'Union soviétique à la demande de renseignements du Secrétaire général (E/3736/Add.5) pourrait constituer un document de travail utile pour déterminer le chiffre en question. Selon cette note, sur les 120 milliards de dollars consacrés chaque année aux armements, 20 milliards pourraient être affectés à des programmes internationaux de développement dans les domaines scientifique, technique et économique; 20 autres milliards pourraient être consacrés à l'assistance économique aux pays en voie de développement. Ensemble, ces sommes représentent plus de 30 p. 100 du total.

26. Deuxièmement, le projet de résolution pourrait inviter instamment les Etats Membres à allouer au moins 1 p. 100 de leurs dépenses d'armement, en sus des crédits militaires actuels, à un fonds international dans le cadre des Nations Unies. L'avantage de cette proposition est qu'elle pourrait être mise en œuvre avant même que le désarmement ne prenne forme.

27. En troisième lieu, le projet de résolution devrait prévoir une étude des moyens de réduire au minimum les répercussions du désarmement sur le commerce des pays en voie de développement. Certaines exportations de produits primaires dépendent dans une large mesure des commandes militaires. Le désarmement pourrait entraîner un affaiblissement des termes de l'échange des pays d'exportation primaire. Le paragraphe 7 du rapport du Secrétaire général (E/3736) indique que l'analyse quantitative des problèmes qui pourraient se poser à cet égard exigerait des données plus complètes. Dans sa résolution 982 (XXXVI), le Conseil prie simplement le Secrétaire général de procéder à une enquête sur la possibilité d'effectuer une étude de ces problèmes. Il est temps d'entreprendre une telle étude.

28. Le progrès économique pourrait contribuer au progrès politique et il est essentiel d'établir des directives en vue de la répartition des ressources que libérerait le désarmement. Le Secrétariat pourrait jouer un rôle utile en préparant des études sur cette question. Cependant, il faudrait également créer un mécanisme spécial sous une forme ou sous une autre. En conséquence, la délégation brésilienne, bien qu'elle partage les inquiétudes de la délégation pakistanaise au sujet du paragraphe 2 du dispositif, appuie le projet de résolution de la Nigéria (A/C.2/L.767/Rev.1). Cependant, étant donné le caractère politique de la question, mieux vaudrait prévoir un

comité intergouvernemental qu'un groupe d'experts. Le comité permanent dont la création a été proposée dans le projet de résolution relatif à l'accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement (A/C.2/L.739/Rev.3) pourrait examiner les modalités de l'étude des aspects économiques du désarmement.

29. En conclusion, la délégation brésilienne estime, premièrement, que l'initiative commune de l'URSS et des Etats-Unis est extrêmement importante, tout particulièrement en raison de sa valeur symbolique; deuxièmement, qu'elle ne répond cependant pas entièrement aux espoirs que le traité de Moscou a fait naître dans le domaine politique et que le projet de résolution ne représente aucun progrès par rapport à la résolution 1837 (XVII) de l'Assemblée; troisièmement, que le projet de résolution de la Nigéria est acceptable sous réserve des modifications indiquées.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (A/5503, chap. XIII, sect. VI; A/C.2/L.735/Rev.1) [suite]

30. M. JANTUAH (Ghana) présente le projet de résolution des huit puissances concernant l'élargissement de la composition du Comité économique, du Comité social et du Comité de coordination du Conseil économique et social (A/C.2/L.735/Rev.1). Il n'est guère surprenant que la plupart des auteurs soient des pays africains car, de tous les continents, l'Afrique est celui qui se trouve le moins représenté dans les organes de l'ONU. On s'accorde à reconnaître qu'il convient de remédier à une situation aussi peu satisfaisante. La Conférence au sommet des pays indépendants africains et la Commission économique pour l'Afrique ont l'une et l'autre demandé que des mesures soient prises en vue d'assurer une représentation plus équitable des pays africains à l'ONU. L'Afrique n'est pas responsable des difficultés qui ont empêché jusqu'à présent l'élargissement de la composition des principaux organes de l'ONU; ces difficultés résultent en grande partie de la guerre froide. Les Etats africains poursuivront inlassablement leurs efforts afin de supprimer ces difficultés.

31. Il n'est pas déraisonnable et il est même nécessaire que l'Afrique fasse entendre sa voix lorsqu'on examine les problèmes du développement économique et social. Actuellement, deux pays africains seulement sont représentés au Conseil. Cet organisme a déjà élargi la composition d'un certain nombre de ses organes subsidiaires. Les auteurs du projet de résolution invitent simplement le Conseil à faire de même pour le Comité économique, le Comité social et le Comité de coordination. Ils n'ont pas perdu de vue l'objectif final, qui est d'élargir la composition du Conseil lui-même, dès qu'il sera possible de le faire, mais, selon eux, leur recommandation constituerait une mesure transitoire utile, que le Conseil est parfaitement habilité à prendre aux termes de l'Article 68 de la Charte des Nations Unies. Ils laissent au Conseil le soin de décider du nombre de membres supplémentaires qu'il désignera.

La séance est levée à 13 h 10.